

**REGLEMENT DE CONSULTATION
APPEL D'OFFRES A LA CONCURTRENCE N°
09/2023/CHUTTA**

**OBJET : L'ACHAT DES PRODUITS DE CHIMIOThERAPIE
POUR LES BESOINS DE L'HOPITAL D'ONCOLOGIE
RELEVANT DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
MOHAMMED VI TANGER**

*Passée en application de l'article 3 et de l'annexe n° 05 du Règlement du 24 décembre 2020
relatif aux marchés du Centre Hospitalier universitaire TTA.*

I. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation fixe les conditions de présentation des offres et les modalités d'attribution du marché dans le cadre de la procédure de l'appel à la concurrence n°09/2023/CHUTTA ayant pour objet : **L'ACHAT DES PRODUITS DE CHIMIOOTHERAPIE POUR LES BESOINS DE L'HOPITAL D'ONCOLOGIE RELEVANT DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE MOHAMMED VI TANGER.**

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Le présent appel à la concurrence concerne une convention allotie en **68Lots**. Le n° et les consistances des lots sont précisés au niveau du bordereau des prix.

Chaque concurrent peut soumissionner pour un lot ou plusieurs lots. Toutefois, l'offre de chaque concurrent doit couvrir l'intégralité des quantités indiquées pour chaque lot.

L'ouverture, et l'examen et l'attribution des lots, se fait lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel à la concurrence.

Un concurrent peut être attributaire d'un, de plusieurs ou de la totalité des lots.

Si un concurrent est attributaire de plusieurs lots, il est passé avec lui un seul marché regroupant tous ces lots.

II. INSTRUCTIONS AUX CONCURRENTS

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE L'APPEL A LA CONCURRENCE

le dossier du présent AAC comprend :

- a. la copie de l'avis d'appel à la concurrence ;
- b. Un exemplaire du cahier des charges de la convention
- c. le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- e. le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f. le présent Règlement de Consultation ;
- g. La Liste de Colisage.

ARTICLE 4 : RETRAIT DU DOSSIER DE L'APPEL A LA CONCURRENCE

le dossier de l'AAC, est mis gratuitement à la disposition des concurrents au Service des Marchés de la Direction du Centre Hospitalo-universitaire Mohammed VI Tanger, dès la parution de l'avis de l'appel à la concurrence dans l'un des supports de publication jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier de l'AAC est téléchargeable sur le SITE WEB (www.chutanger.ma).

ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

1- peuvent valablement participer et être attributaires des marchés dans le cadre de cette procédure, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- Ne sont pas admises à participer aux AAC :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, dossier technique.

Les concurrents sont tenus de présenter des pièces produites en copie, certifiées conforme à l'original sous peine de leur écartement de la présente procédure.

6.1- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent :

- a) une déclaration sur l'honneur, en un seul exemplaire, établie conformément au modèle contenu dans le dossier AAC ;
 - b) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement
- Lorsque le concurrent est un établissement public ; il doit produire en plus des pièces prévues ci-dessus en a) et b), une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet de la convention.
- c) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit produire selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - d) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

Pour les établissements publics, cette attestation n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité.

- e) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci dessus ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- f) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur

Les concurrents non installés au Maroc doivent présenter l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b) c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Lorsque un établissement public est désigné pour être attributaire du marché, il doit fournir uniquement les pièces prévues ci-dessus en b) et c).

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

6.2 Le dossier technique comprend :

- le dossier technique Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation

Nota bene : Aucune indication concernant l'offre financière du concurrent ne doit figurer ni dans le dossier administratif, ni dans le dossier technique.

ARTICLE 7 : OFFRE FINANCIERE

, Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a. **L'acte d'engagement** établi conformément au modèle contenu dans le dossier de l'AAC. Le montant total de cet acte doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Cet acte dûment rempli, doit comporter le relevé d'identité bancaire(RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement dans la présente procédure de passation du marché.

- b. **Le bordereau des prix-détail estimatif** établi conformément au modèle contenu dans le dossier de l'AAC. Les prix unitaires de ce document doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre ces documents, le montant de bordereau des prix-détail estimatif est tenu pour bon pour rétablir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

Aucune variante ne sera acceptée dans le cadre de la présente procédure.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel à la concurrence sans changer l'objet du contrat. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Les concourants ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel à la concurrence seront informés des modifications prévus ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

10.1. Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents, doivent comporter :

- 1) Un dossier administratif (cf. article 6 § 1) ;
- 2) Un dossier technique (cf. article 6 § 2) ;

- 3) Une offre financière (cf. article7).

10.2. Présentation des dossiers des concurrents

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- le numéro et l'objet d'appel à la concurrence avec indication des lots concernés;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que **"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis"**.

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

1. la première enveloppe contient :

- Les pièces des dossiers administratif et technique visés à l'article 6 ci-dessus.
- Le cahier de charges paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ;

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention **"dossiers administratif et technique"**;

2. la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention **"offre financière"**.

Ces deux enveloppes, à l'instar du pli les contenant, indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- le numéro et l'objet d'appel à la concurrence avec indication des lots concernés;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents, soit :

- a. soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel à la concurrence;
- b. soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- c. soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel à la concurrence au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel à la concurrence pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent les présenter de nouveaux

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le maître d'ouvrage peut proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les soumissionnaires qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : DELAI DE LA RECEPTION DES PLIS

Le délai pour la réception des plis expire le 03/03/2023 à 11H, date et heure fixées pour la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 15 : DATE ET LIEU DE LA TENUE DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique à la date et l'heure fixés à l'article 14 ci-dessus à la salle des réunions de la division des affaires financières relevant du Centre Hospitalier universitaire Tanger tetouan Al-Hoceima, situé à l'adresse suivante : ;(CHU TTA KM 17 ROUTE DE RABAT BOITE POSTALE 398 GZENAYA) .

L'ouverture des plis se déroulera en présence des représentants des concurrents et du public qui désirent y assister

ARTICLE 16 : LANGUE DES OFFRES

La langue dans laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est le français.

L'offre préparée par le candidat, ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le candidat et l'administration dans le cadre de la présente consultation seront rédigés dans la même langue.

Tout document ou imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné par une traduction des passages intéressant l'offre en langue française. Dans ce cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction française fera foi.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENTS

A. Cautionnement provisoire :

Il n'est pas prévu de cautionnement provisoire dans le cadre du présent appel à la concurrence

B. Cautionnement définitif :

Aucun cautionnement définitif n'est exigé.

C. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie dans le cadre du présent marché. Le titulaire est donc dispensé de cette retenue.

ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix de l'offre seront libellés en dirhams (DH) Marocains. Toutefois, la monnaie dans laquelle le prix de l'offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc est l'Euro. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19 : PRIX DE L'OFFRE

L'offre financière du concurrent sera établie sur la base des prix unitaires. Ces prix s'appliquent aux prestations réalisées dans les conditions prévues par le dossier d'appel à la concurrence.

Les prix de l'offre comprenant le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais, et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Ces prix incluent notamment les frais de transport, d'assurance et autres coûts directs et indirects afférents à la prestation dans les conditions prévues par le CPS.

Les prix sont fermes et non révisables, toutefois si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 20 : GROUPEMENT

Les concurrents peuvent se constituer en groupement pour présenter une offre unique

ARTICLE 21 : DEPOT DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

21.1 Présentation de la documentation technique :

Le concurrent **doit remettre obligatoirement** une documentation qui donne la description détaillée des caractéristiques techniques des lots.

Comme suit :

-Les documents originaux ou des documents tirés du site Web du laboratoire avec indication de l'adresse Internet, qui donnent la description détaillée des caractéristiques techniques du produit proposé. Ces documents peuvent revêtir la forme de prospectus, catalogues, notices ou tout autre document faisant ressortir les éléments et indications permettant d'apprécier la qualité technique du produit proposé et de vérifier sa conformité aux spécifications techniques stipulées au bordereau des prix détail estimatif ;

-les catalogues, prospectus, notices et autres documents techniques présentés par le concurrent doivent être rédigés en **langue française**, ou à défaut, accompagnés d'une traduction fidèle en langue française des passages intéressant l'offre.

Tout document rédigé en une autre langue que la langue française et qui n'est pas accompagné d'une traduction en cette langue, sera rejeté.

- La documentation présentée pour chaque lot doit être muni d'une copie de l'autorisation de débit de spécialités pharmaceutiques sur le marché marocain (ADSP) ou (A.M.M) délivrée par la Direction du Médicament et de la Pharmacie du Ministère de la Santé ; Dans le cas où l'AMM présentée est périmée, le concurrent doit présenter en plus de l'attestation périmée une attestation de dépôt d'une demande de renouvellement cachetée par la DMP.

- Une attestation sur l'honneur faisant foi d'engagement que le médicament est remboursable signée et cachetée par le concurrent pour chaque lot.

Les documents doivent en outre être fournis en exemplaires originaux, **(les documents scannés, ou photocopiés ne seront pas pris en considération).**

Si la documentation présentée fait référence à plusieurs types du produit, le concurrent est tenu de préciser sans équivoque le produit qu'il propose ainsi que toutes ses caractéristiques techniques à l'aide d'un **stylo fluorescent**.

La liste de colisage produite à l'appui de la documentation doit reprendre les références et les caractéristiques techniques du produit proposé.

Toute offre non accompagnée de la documentation technique requise, ou dont la documentation remise est jugée inexploitable ou insuffisante eu égard aux critères sus indiqués, sera rejetée.

Ces documents doivent être signés et cachetés par le concurrent.

21.2 Date limite de dépôt de la documentation technique :

La Documentation Technique exigée par le dossier d'appel à la concurrence doit être déposée au service des marchés **avant le 02/03/2023 à 16H.**

La documentation technique proposée par le concurrent fera l'objet d'un **pli distinct** du pli contenant le dossier relatif à l'offre du concurrent. Elle sera présentée dans une enveloppe cachetée portant de façon apparente, outre les indications mentionnées au règlement précité la mention « **Documentation technique** ».

21.3 Retrait de la documentation technique

Le retrait de la documentation technique fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial prévu ci-dessus. Les concurrents ayant retiré leurs échantillons et documents techniques peuvent présenter de nouveaux documents techniques dans les conditions prévues ci-dessus.

21.4 Restitution de la documentation technique :

Après la désignation de l'attributaire de la convention, le maître d'ouvrage restitue les documentations aux concurrents non retenus, sauf s'ils ne sont pas restituables dans un délai de cinq (5) jours.

Toutefois si le concurrent concerné n'a pas retiré ses documents techniques dans un délai de 25 jours à compter de la date de la notification de la lettre les informant du rejet de leur offre, l'Administration ne saurait tenue pour responsable des pertes ou dégradations que pourraient subir les échantillons et documents techniques en dépôt.

III. EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 22 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

A. Examen des dossiers des concurrents

La commission d'appel à la concurrence apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers : administratif et technique fournis par chaque concurrent. Ils seront écartés à ce niveau :

- les concurrents qui ne satisfont pas aux conditions requises prévues à l'article 5 ci-dessus ;
- les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions de l'article 10 ci-dessus en matière de présentation de leurs dossiers ;
- les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées ;
- les concurrents qui sont représentés par la même personne dans le cadre de d'appel à la concurrence;

à Examen de la documentation technique

Les documents techniques seront examinés conformément aux dispositions du règlement précité. Seules les documentations techniques des concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique seront examinées.

Sont retenus ensuite, les concurrents dont les produits proposés sont conformes aux spécifications techniques requises.

ARTICLE 25 : MODALITES DU JUGEMENT DES OFFRES

L'évaluation ne concerne que les concurrents admissibles à l'issue de l'examen des dossiers administratif, technique et la conformité technique des produits proposés. Le jugement des offres sera fait lot par lot.

ARTICLE 26 : ATTRIBUTION DE LA CONVENTION

La ou les convention(s) sera ou seront attribué(s) au (aux) soumissionnaire(s) qui aura (auront) l'offre la moins disante.

IV. RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 27 : COMMUNICATION DES RESULTATS

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire de la convention de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, les soumissionnaires éliminés seront également avisés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage.

Toutefois, les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage, à l'exception de l'original de l'acte du cautionnement provisoire qui est rendu dans le délai de cinq (5) jours.

Les documents techniques des concurrents non retenus sont restitués selon la réglementation en vigueur

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

ARTICLE 28 : ANNULATION DE L'APPEL A LA CONCURRENCE

Le Maître d'ouvrage peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion de la convention, annuler l'appel à la concurrence.